

L'AMITIÉ FRANCO-TCHÉCOSLOVAQUE

B U L L E T I N
DE L'ASSOCIATION FONDÉE EN 1949

24ème année - N° 3

Juin - Juillet - Août 1973



Prix du numéro = 1 F

Abonnement d'un an = 5 F

COMPTE COURANT POSTAL : 4109-92 PARIS

T.G. MASARYK ET L'ÉGALITÉ ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES

Le problème de l'égalité entre les hommes et les femmes a évolué lentement. Il a, en effet, fallu vaincre les vieux préjugés selon lesquels seuls les hommes étaient aptes à s'occuper des affaires publiques, les qualités intellectuelles des femmes étant étrangement sous-estimées. Il faut noter que, dans l'empire austro-hongrois, les femmes, jusqu'en 1918, n'ont pas participé à l'élection des membres du Conseil de l'Empire alors que ce droit était accordé aux hommes à partir de 24 ans même s'il se trouvait parmi eux, à l'époque, beaucoup d'analphabètes.

Il est intéressant de suivre l'évolution du droit de vote des femmes dans les différents Etats.

Aux Etats-Unis, dès 1774, l'épouse du premier Président, Mme Adams, avait montré l'importance du problème mais la Révolution française - qui représentait pourtant un grand progrès social - n'a pas reconnu ce droit aux femmes. Pour sa part, Victor Hugo affirmera que les lois devraient être les mêmes pour les hommes comme pour les femmes si l'on voulait que progressât la civilisation mais Mirabeau et Robespierre avaient exprimé leur opposition à une loi donnant aux femmes des droits politiques. Par contre, une remarquable individualiste de cette époque, Rose Lecombe, proclamait : "Si la femme a le droit de se faire décapiter, elle devrait avoir aussi sa place dans les tribunes !"

C'est la Finlande qui, en 1906, la première en Europe, reconnut l'égalité politique entre les deux sexes. Elle fut suivie par la Norvège et le Danemark. En Suède, c'est surtout la femme de lettres Selma Lagerlöf qui s'est battue pour les droits civiques des femmes. A la fin du XIX^e siècle, l'Australie et quelques Etats nord-américains s'étaient d'ailleurs engagés dans la voie nouvelle. Et même, en 1867, John Stuart Mill avait soumis au Parlement britannique un projet de loi accordant l'égalité des droits afin de montrer que les vieux préjugés avaient disparu. En 1910, la Chambre des Communes décida d'attribuer le droit de vote aux femmes mais ce ne fut là qu'un projet qui, au moment où éclata la I^{ère} guerre mondiale, n'était pas devenu loi.

Pour les Tchèques et les Slovaques, le problème que nous considérons est étroitement lié à la personnalité du premier Président de la république tchécoslovaque, le philosophe T.G. Masaryk. Il n'y a, en effet, aucune question touchant à la vie publique à laquelle il n'ait tenté d'apporter une réponse. C'est bien lui

qui a donné aux femmes la foi et la force dans la lutte pour l'obtention de leurs droits. Il disait que, dans cette lutte, il n'y a ni homme ni femme mais simplement des êtres humains. Pour lui, l'avenir ne peut s'améliorer que dans le progrès économique, social et moral et, sur ce dernier point, nous connaissons ses paroles : "Un peuple fort est constitué d'hommes aux hautes qualités morales."

Toute sa vie, Masaryk a combattu pour l'application de la justice sociale même aux plus déshérités. Son influence n'apparaît pas seulement dans ses paroles mais également dans ses actes et dans la continuité de sa pensée. Ses règles morales s'adressent et aux femmes et aux hommes. Dans ses cours à l'Université comme dans son action publique, il a toujours souligné l'égalité morale des femmes et des hommes. Pour lui, le mariage est la consécration d'une amitié parfaite; il ne conçoit que l'amour d'une seule femme et d'un seul homme et condamne l'amour libre; il n'admet le divorce que comme solution ultime. Les conférences qu'il donnait à l'Université exerçaient une grande influence sur les jeunes qui l'écoutaient et, par conséquent, sur ses étudiantes à qui il a fait découvrir maints problèmes de la vie. Il parlait avec respect du travail accompli dans la vie quotidienne et des difficultés rencontrées par toute femme de condition modeste pour faire vivre la famille avec la paie modeste du mari.

Les idées de Masaryk revalorisaient la femme et étaient, pour elle, une invitation à participer à la vie politique. Le programme de son parti contenait pas seulement des idées économiques et politiques mais une conception spirituelle et religieuse. Il voulait abolir l'esclavage moderne, celui de la femme. Une culture générale plus approfondie devait, selon lui, mettre fin à l'immobilisme de la femme et faire prendre à cette dernière davantage d'intérêt aux questions qui touchent à la vie publique et à l'Etat. T.G. Masaryk ne jugeait pas souhaitable la constitution d'associations propres aux femmes; il était contre le féminisme. Mais pour lui la femme avait sa place à côté de l'homme et pouvait, aussi bien que lui et avec lui, résoudre tous les problèmes concernant la nation. Il déclarera plus tard, à Washington: "Les femmes auront les mêmes droits politiques, sociaux et culturels que les hommes."

A la fin de la première guerre mondiale, les femmes avaient, par nécessité, remplacé dans tous les secteurs les hommes qui se battaient au front. Elles ont organisé la révolution et préparé le changement. Cette dure épreuve à une époque difficile a prouvé leur réelle égalité avec les hommes. Mais le Parlement de la jeune République proclamée le 28 octobre 1918 a-t-il bien tenu la promesse de Masaryk ?

Quelques paragraphes de la constitution ont bien accordé aux deux sexes l'éligibilité au Parlement mais ce n'était là, en réalité, que de la théorie : les femmes, qui possédaient le droit de vote, n'étaient pas admises aux postes importants de l'administration. Masaryk, président de la République, ne pouvait intervenir dans les décisions gouvernementales; il n'en a pas moins exprimé parfois son avis et n'en a pas moins donné des conseils. C'est ainsi qu'il a dit, un jour, à une délégation féminine qu'il recevait: "Il faut que vous combattiez comme vous l'avez fait avant la guerre, et vous vaincrez!" Une autre fois: "Il faut tenir!" Ou encore: "Vous devez avoir des représentantes parmi les ministres et dans la haute administration." En 1928, à l'Exposition de la Culture moderne, il remarquait avec humour: "Est-ce que leurs Excellences les hommes vous permettront d'accéder à ce travail?" Et dans la déclaration qu'il fit à l'occasion du Xème anniversaire de la République, la même année, il rappelait les droits qui devaient être accordés aux femmes: "Il faut que

nos femmes, qui représentent la moitié de notre population, exercent des activités publiques."

A l'occasion d'un jubilé du Président - Libérateur, Mme Planinkova, député, a écrit ceci : "Masaryk n'a jamais fait de promesses qu'il ne pouvait pas tenir. Il s'est efforcé de tenir celles qu'il avait faites à son peuple dans la Déclaration de Washington. La vérité et le travail sont les symboles de son activité. Il a toujours essayé de résoudre, dans la politique comme dans sa vie, les problèmes essentiels, ceux de la bonté et de la justice."

Je n'ai pu, en deux pages, esquisser que très brièvement les idées de Masaryk sur l'égalité des hommes et des femmes. Depuis la fin du siècle dernier, ces idées ont influencé plusieurs générations; elles ont contribué à la transformation des femmes en harmonie avec l'évolution de la nation; nous savons, d'ailleurs, combien il admirait le travail et l'éducation de la femme au sein du "Sokol" et quelle importance il leur accordait.

Marie BĚLEHRÁDKOVÁ

AOÛT 1968 - AOÛT 1973

Août 1973 marque le cinquième anniversaire de l'occupation de la Tchécoslovaquie par les troupes de l'U.R.S.S. et des pays du Pacte de Varsovie.

La Commission consultative tchécoslovaque en Europe occidentale a édité, à cette occasion, des cartes postales évocatrices des journées tragiques qui ont mis fin au Printemps de Prague et au réveil du peuple tchécoslovaque à la liberté. Le Comité directeur de l'Unité franco-tchécoslovaque, dans sa réunion du 3 juillet, a décidé de répartir un bon nombre de ces cartes entre ses membres et de demander à ces derniers de les diffuser de la façon la plus efficace possible. Il a été recommandé de ne pas oublier dans cette diffusion les membres de l'Assemblée nationale et du Sénat à qui elles pouvaient être adressées avec quelques mots exprimant le vœu de voir bientôt la Tchécoslovaquie, enfin libérée de l'oppression totalitaire, vivre dans le respect de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme.

DE NOUVEAUX EVÊQUES TCHÉCOSLOVAQUES

Dans son numéro du 6 juin 1973, le journal "Il Tempo" a publié, sous la signature de M. G. PEIST, un article consacré à la nomination des quatre nouveaux évêques tchécoslovaques. Nous ne croyons pas inutile de reproduire le passage de cet article qui concerne plus spécialement le nouvel administrateur apostolique d'Olomouc, Mgr Josef VRANA :

"Particulièrement discutable est la figure de Mgr Vrana avec lequel, par dessus tout, le régime de Prague a donné l'impression de vouloir se jouer du Vatican.

"Mgr Vrana a toujours été un prêtre collaborationniste. C'est un ami du prêtre excommunié Josef Plc, l'ax qui fut particulièrement actif, dans les années 50, dans la lutte anti-catholique et qui obtint le ministère de la Santé pour prix de ses services.

Vrana est connu, qu'il le veuille ou non, depuis 1966, comme soutien du soi-disant "Mouvement des prêtres de la Paix", organisation complètement contrôlée par le parti communiste. Après l'invasion soviétique d'août 1968, il fut l'un des organisateurs d'un

autre mouvement collaborationniste imposé au clergé par l'envahisseur et dénommé hypocritement "Pacem in Terris". Il devint président de ce mouvement, pour la Bohême, en août 1971.

D'après les déclarations du Chef de la Salle de presse vaticane, le 27 février dernier, le Vatican aurait posé comme condition essentielle de la consécration épiscopale de Mgr Vrana sa renonciation à toute activité dans le mouvement "Pacem in Terris", condition que Mgr Vrana aurait "volontairement acceptée". Alessandrini affirmait aussi que l'opinion du Vatican était que l'adhésion de Mgr Vrana à ce mouvement collaborationniste lui avait été imposée par la pression du régime et dictée par le désir d'éviter un pire mal.

Là-dessus arrivent les farces jouées au Saint-Siège par le régime de Prague.

Après sa nomination au siège d'Olomouc, Mgr Vrana a été reçu par le Premier ministre de Bohême, Josef Kocak. En rendant compte de cet événement, le 6 mars dernier, "Radio Hvezda", radio nationale tchécoslovaque, a défini Mgr Vrana "Président du Comité central de l'Association des prêtres catholiques Pacem in Terris". De plus, en cette occasion, Mgr Vrana aurait assuré que c'était pour lui "un grand honneur" de pouvoir continuer son activité dans cette organisation et de "créer les conditions favorables au développement des relations entre l'Eglise catholique romaine et l'Etat".

Mgr Vrana a été de nouveau mentionné comme président de "Pacem in Terris" par la revue catholique Katolické Noviny, le 18 mars. Aucune allusion au fait que le Vatican avait posé comme condition de la nomination de Mgr Vrana sa renonciation à toute activité dans ce mouvement.

Mais il y a pire. Au temps de Gottwald et de Novotny, c'est à dire aux heures les plus sombres de la terreur stalinienne en Tchécoslovaquie, Mgr Vrana remplit avec succès le rôle de provocateur et d'espion au service du régime: par "rudé Pravo" du 30 décembre 1950, nous apprenons que le prêtre Josef Vrana, dépose comme témoin de l'accusation dans le procès contre Mgr Zela, évêque d'Olomouc, et le R.P. Jarolinck, supérieur du monastère de Strachov à Prague "pour activités subversives et espionnage". Nous ne savons pas comment cet homme ose, aujourd'hui, s'asseoir sur le siège d'un évêque qui lui-même contribua à faire condamner."

o o

Du même article nous extrayons les renseignements statistiques suivants :
Des 3532 prêtres vivant en Tchécoslovaquie, 507 sont empêchés par les autorités d'accomplir leur ministère; il en est de même de trois évêques, MM. SS. Otčenasek, Matousek et pour les 4.690 paroisses existant dans l'ensemble du pays, 1615 sont privées de prêtres et, dans le seul diocèse de Prague, il y en a 835.

Comment ne pas rapprocher de ces faits et de ces chiffres l'affirmation dans "Tribuna", organe du Comité central du P.C. tchécoslovaque, du 14 février "Dans le socialisme avancé, la religion est l'obstacle le plus grave à l'émancipation idéologique de la société... La lutte contre la religion fait partie de la vie des classes quotidiennes, de la lutte économique, politique et idéologique du socialisme" ?

EN QUELQUES LIGNES

et avec la peine la plus vive que nous avons appris le décès, survenu le 17 août, à l'âge de 79 ans, d'un des rares survivants de la Compagnie Na SIMSA. Appartenant à notre association depuis sa fondation, c'était un de nos réunions. Nous garderons pieusement son souvenir.

Répondable: Général FLIPO (C.R.) Imprimeur: A.F.T., 8 Villa Chanez, Paris